

Des multinationales seraient sur le point de partir

Suite au oui à l'initiative Minder, des entreprises suisses auraient déjà élaboré des scénarii de délocalisation

«A travers les discussions que je mène avec les managers d'entreprises importantes et cotées en Bourse, je sais que des scénarios tout à fait réels sont à l'étude. Il est clair que ces entreprises n'en parlent pas ouvertement pour l'instant. Elles suivront l'évolution des choses, mais les projets de déménagement sont prêts.» Mercredi soir à la télévision alémanique, Rudolf Wehrli, le président d'économiesuisse, avait la mine renfro-

gnée de celui qui annonce une mauvaise nouvelle.

Cristina Gaggini, la directrice pour la Suisse romande d'économiesuisse, tient à relativiser les déclarations de son président: «M. Wehrli n'a pas affirmé qu'elles allaient partir mais qu'elles ont étudié différents scénarii, dont celui d'une délocalisation. Il n'avait aucune volonté de menace là derrière. J'ajouterais que les entreprises, en particulier celles très mobiles, analysent l'ensemble des conditions-cadres, dont la fiscalité, l'accès à de la main-d'œuvre qualifiée, la flexibilité du marché du travail. C'est donc un ensemble de paramètres qui entre en ligne de compte.»

Ces départs découleraient de l'initiative sur les salaires abusifs plébiscitée dimanche par le peuple. Ils ne concerneraient que des entreprises cotées à la Bourse suisse et, probablement, seulement les plus importantes, celles directement affectées par l'initiative Minder. Impossible pourtant de connaître le nom de ces multinationales. «Ce type d'échanges se déroule dans un climat de confiance réciproque. Il est hors de question de divulguer les noms de ces entreprises», ajoute la directrice romande.

Cette menace de délocalisation est prise très au sérieux par Blaise Matthey, le directeur de la Fédération des entreprises romandes-Ge-

nève: «Nous savons que la Suisse n'est plus considérée comme un pays où il est toujours aussi sûr d'investir en raison des incertitudes juridiques. Alors oui, les multinationales suisses peuvent choisir de mettre leur siège social dans un autre pays. Il ne faut pas se bercer d'illusions. Elles ne sont souvent plus en mains suisses.»

En revanche, Jérôme Schupp, le responsable de la recherche à la Banque Syz, se montre plus circonspect: «Théoriquement, tout est possible, mais ces multinationales profitent du label suisse. Elles ne vont pas déménager le siège d'un groupe en raison de l'interdiction des parachutes dorés.»

Frédéric Vormus